

**A-3020/17-89**



**CHFEP**

Chambre des fonctionnaires  
et employés publics

26, boulevard Royal | L-2449 Luxembourg | Tél.: 47 22 41-1 | Fax: 47 23 74 | [chfep@chfep.lu](mailto:chfep@chfep.lu) | [www.chfep.lu](http://www.chfep.lu)

# A V I S

**sur**

**le projet de règlement grand-ducal fixant la prime  
de répartition pure, prévue à l'article 225bis, alinéa  
6 du Code de la sécurité sociale, pour l'année 2016**

Par dépêche du 7 novembre 2017, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a demandé l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de règlement grand-ducal spécifié à l'intitulé.

Le projet en question a pour but de fixer la "*prime de répartition pure*" – notion introduite par l'article 225bis du Code de la sécurité sociale – en exécution de la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension. Comme il est expliqué à l'exposé des motifs qui accompagne le projet sous avis, cette prime "*représente le rapport entre les dépenses courantes annuelles et la totalité des salaires, traitements et revenus cotisables à la base des recettes annuelles en cotisations du régime général de pension*" et affiche 21,92% pour l'exercice 2016.

Comme le gouvernement doit examiner tous les ans, au vœu de l'alinéa 4 dudit article 225bis, "*s'il y a lieu de procéder ou non à la révision du modérateur de réajustement par la voie législative*", mais que, selon les auteurs du projet sous avis, tel n'est pas le cas en l'espèce puisque le taux de cotisation global prévu à l'article 238 du Code de la sécurité sociale n'est pas dépassé par "*la prime de répartition pure de l'avant-dernière année précédant celle de la révision*", le modérateur de réajustement applicable aux prestations qui arrivent à échéance en 2018 reste fixé à 1.

Étant donné qu'il s'agit en l'occurrence d'un projet de nature purement technique, la Chambre des fonctionnaires et employés publics y marque son accord.

*(Avis émis conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 2, du règlement d'ordre interne de la Chambre des fonctionnaires et employés publics).*

Luxembourg, le 23 novembre 2017.

Le Directeur,

G. MULLER

Le Président,

R. WOLFF